

## Débat politique dans le cadre du festival Nourrir Liège

Prise de notes : Vincent Dauby

### Introduction

Les représentant·e·s pour les élections régionales liégeoise des différents partis politiques principaux de Wallonie<sup>1</sup> étaient présent·e·s le 28 mars, dans le cadre du festival Nourrir Liège, pour venir discuter de deux thèmes importants qui touchent actuellement le monde agricole : la transmission des fermes et des terres, et la formation<sup>2</sup>.

Étaient présent·e·s : Benjamin Bodson, premier suppléant sur la liste régionale pour le cdH ; Veronica Cremasco, tête de liste régionale pour Ecolo ; Diana Nikolic pour le MR ; Marc Tarabella, député européen pour le PS ; Alice Bernard, tête de liste pour la liste régionale du PTB.

Avant les interventions des personnalités politiques, une courte présentation sur l'état de l'agriculture en Belgique et des pistes d'évolution de l'agriculture par Mr. Philippe Bart, doyen de la Faculté des bioingénieurs de l'Université Catholique de Louvain<sup>3</sup>.

Il faut noter dès à présent que la plupart des intervenant·e·s avaient préparé leur réponse. On peut souligner une certaine forme de consensus mou entre les repréasant·e·s des différents partis. Tous semblent s'accorder sur les grandes lignes. Cependant, quand des questions plus techniques ou précises ont été posées par l'assemblée, les divergences sont devenues clivantes.

L'ordre des interventions est basé selon la distribution de parole effective durant le débat.

Ce rapport de prise de note reflète ce que j'ai retenu et ce que j'ai noté sur mes fiches.

### La formation agricole : interventions des différent·e·s représentant·e·s

Pour le **cdH**, il est nécessaire de revoir l'offre de formation et la faire correspondre à la demande. Comme la présenté Mr. Bart, l'agriculture est composée de différentes agricultures (agroécologie<sup>4</sup>, agriculture raisonnée<sup>5</sup>, agriculture capitaliste<sup>6</sup>, agriculture de conservation<sup>7</sup>, ...), par conséquent,

---

1 Certain·e·s ont été remplacé·e·s en dernière minute.

2 Avec un focus sur les formations axées vers le maraîchage ou l'agriculture sur petite surface.

3 Il est à noter que Mr. Baret a explicitement exprimé qu'il n'existait pas une agriculture mais des agricultures.

4 Il s'agit d'une approche systémique de l'agriculture qui applique les acquis de l'écologie à l'agriculture. Au fur et à mesure de l'évolution de cette façon d'appréhender l'agriculture, l'agroécologie est devenue une science à part entière qui ne se limite pas à la remise en question des pratiques agricoles mais aussi de l'ensemble du système agricole. C'est une agriculture ancrée dans les territoires et dans les relations sociales avec les consommateur·trice·s et tous les autres agent·e·s économiques et politiques en lien avec l'agriculture.

5 Il s'agit d'une approche technique de l'agriculture qui pousse à minimiser et à optimiser l'utilisation des intrants externes (pesticides, engrais, ...). Elle peut avoir recours à des technologies comme les drones ou toute autre forme de robot pour assurer son objet.

6 Il s'agit d'une forme d'agriculture où l'exploitation agricole est vue entièrement comme une entreprise commerciale. La réussite et le développement de ce type d'activité dépend d'une bonne capacité à réaliser du bénéfice et à capitaliser. Ce type d'agriculture est plus orienté vers la satisfaction des marchés et l'exportation que le fait de nourrir les humains.

7 Il s'agit d'une approche technique de l'agriculture qui proscrie le travail du sol. Elle repose sur trois principes : le non-labour (travail du sol extrêmement faible), la couverture végétale permanente des terrains agricoles, la rotation

il est difficile de faire correspondre une offre complète et pertinente. Cela rejoint le constat que Mr. Bodson fait sur le type d'agriculture actuellement enseigné.

Par conséquent, il est nécessaire de revoir les cours A, B et C<sup>8</sup>. Ils doivent être adaptés à la demande et à la réalité de la diversité des formes d'agriculture. L'adaptation doit aussi se faire par rapport aux connaissances et savoirs des candidat·e·s. Il semble inutile pour certain·e·s de devoir suivre des cours si elles/ils savent démontrer qu'elles/ils possèdent déjà certaines compétences et connaissances.

Il pense aussi que les stages agricoles doivent être plus développés, ainsi que des critères de réussite cohérents pour tous les centres de formation.

---

Pour **Ecolo**, l'agriculture est un enjeu crucial. Par conséquent, une formation adaptée est très important. Il est nécessaire d'initier une transition forte vers des modèles de production plus respectueux de l'environnement, de la biodiversité et des humains. Pour ce faire, par exemple, il faut pousser vers des agricultures qui utilisent très peu de pesticides.

Elle reconnaît aussi que ce sont des formations qui doivent être professionnalisantes et, donc, la personne qui se formerait doit être reconnue comme dans une démarche d'insertion socio-professionnelle. Il doit lui être garanti un revenu décent pendant le temps de sa formation, mais également pendant une partie de sa transition agricole<sup>9</sup>.

---

Pour le **MR**, il existe un problème de compréhension et de connaissance entre les milieux urbains et ruraux. Il faudra rappeler ce qu'est l'agriculture et son histoire. Il existe une forme de « bon sens paysan » qu'il faut redécouvrir.

Elle exprime qu'il faut pousser vers des modèles d'agriculture comme le BIO et/ou l'agriculture raisonnée. L'agriculture doit s'ouvrir à la révolution numérique. La formation doit permettre d'accompagner les agriculteur·trice·s dans cette transformation.

Pour Mme. Nikolic, il est nécessaire de renforcer les cursus. Elle pense également qu'il faut ouvrir les fermes aux formations. Il existe déjà des fermes-écoles ou des fermes sociales. Cela doit être poussé dans la formation agricole.

---

Pour le **PS**, il existe un manque de cohérence. Il est nécessaire de mettre en cohérence les politiques agricoles, les politiques environnementales et les échanges commerciaux. La cohérence doit aussi se

des culture.

8 Il s'agit du système mis en place pour la formation en agriculture : les cours A correspondent à des cours de pratiques et de techniques agricoles. Les cours B correspondent à des cours sur la gestion agricole. Enfin, les cours C sont des cours de spécialisation.

9 Le métier ne rapporte pas grand-chose, surtout dans les premières étapes d'installation ou de transition.

faire au niveau des formations qui doivent être adaptées selon à la réalité du monde agricole de maintenant.

Il est également nécessaire d'améliorer l'information et la valorisation du métier. Il faut réveiller des vocations agricoles.

---

Pour le **PTB**, l'agriculture doit retrouver sa place dans la société. La société est une organisation sociale dans laquelle on fait des choix de vision et de stratégie. Le(s) modèles(s) d'agriculture que la société veut promouvoir fait(font) partie(s) de ces choix. Le PTB promeut l'agroécologie.

Plus précisément au niveau des formations, Mme. Bernard reconnaît que l'offre actuelle est inadaptée et insuffisante. Il faut pousser à une réforme de l'enseignement agricole pour l'orienter vers l'agroécologie et la transition qui l'accompagne.

Il faut mettre en place des filières complètes pour accompagner les porteur·se·s de projet qui désirent se lancer dans cette transition agroécologique. Cet accompagnement doit se faire de façon cohérente et globale. Pour ce faire, elle préconise un encadrement par les pouvoirs publics. Elle cite, à titre d'exemple, la mise en place d'institutions comme une banque publique agricole.

#### La transmission des fermes et des terres : interventions des différent·e·s représentant·e·s

Pour le **PTB**, la terre appartient à celles et ceux qui la travaillent. Elle préconise la mise en place d'une banque agricole public qui aurait une sorte de droit de préemption sur les ventes de terre. Ainsi, elle pourra la rétrocéder à des projets en phase avec le choix de la société vis-à-vis de son agriculture<sup>10</sup>.

Il faut également revaloriser économiquement le métier d'agriculteur·trice·s en assurant des débouchés pour leur production et en augmentant les revenus. Cela passe par des prix correctes autant pour les consommateur·trice·s que pour les producteur·trice·s.

Il faut revoir le bail à ferme<sup>11</sup>.

Par ailleurs, les services publics doivent pouvoir aider à la mise à disposition de matériel pour celles et ceux qui désirent se lancer dans la reconversion vers l'agroécologie, ainsi que des services d'aide administrative<sup>12</sup>.

---

10 Elle semble s'inspirer du modèle français de la SAFER : « *Les Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer) permettent à tout porteur de projet viable – qu'il soit agricole, artisanal, de service, résidentiel ou environnemental – de s'installer en milieu rural. Les projets doivent être en cohérence avec les politiques locales et répondent à l'intérêt général* - <http://www.safer.fr/> ».

11 Des négociations sont en cours à l'heure du débat.

12 Cela pourrait prendre la forme, par exemple, de régie communale agricole.

Pour le **PS**, il ne faut pas oublier la réelle pénibilité du métier d'agriculteur·trice, ainsi que la tendance à la diminution des prix<sup>13</sup>. Ceux-ci se retrouvent très souvent en dessous des coûts de production. Ce sont donc les aides publiques (PAC) qui permettent de maintenir cette activité économique. Ces aides fournissent une forme de prix minimum pour les productions. Actuellement, le métier n'est pas sexy ni sécurisé. La PAC couvre les agriculteur·trice·s actif·ve·s. Mr. Tarabella pense qu'il faut plus réguler les marchés afin d'éviter toute surproduction.

Plus précisément au niveau des terres, il faut faire très attention au processus en cours d'accaparement de celles-ci par certaines nations<sup>14</sup> et/ou de grandes entreprises. Il ne prône pas le principe qui supposerait que les fermier·ère·s soient propriétaires de leurs terres, mais elles/ils doivent être protégé·e·s. Cela peut se concrétiser légalement à travers le bail à ferme.

---

Pour le **MR**, l'agriculture que le parti défend est l'agriculture familiale et durable à taille humaine.

Il faut que la transmission se fasse par phasage. Il faut une forme d'accompagnement pour les repreneur·se·s et pour les cédant·e·s.

La réforme du bail à ferme pourrait aider ces transmissions et ces accompagnements. Il faudrait remettre à plat la législature afin de simplifier les démarches administratives. Par exemple, en créant un guichet unique dédié à la transmission des fermes et des terres.

---

Pour **Ecolo**, la transmission des terres doit s'accorder avec l'aménagement du territoire, c'est-à-dire quel est le projet de société derrière les terres ? Selon Mme. Cremasco, Ecolo est contre l'artificialisation des terres et toute terre agricole doit servir son destin : être destinée à l'agriculture. C'est en valorisant les terres pour leur rôle agricole qu'on pourra revaloriser aussi l'agriculture.

Elle précise que, comme on observe une augmentation de la valeur des terres agricoles, les pouvoirs publics devraient s'intégrer dans le processus de vente et venir capter la plus-value réalisée sur les ventes. Les pouvoirs publics doivent réguler l'achat et la vente de terre. Pour ce faire, on pourrait réguler les prix afin que les terres soient réellement mises à disposition des agriculteur·trice·s.

Mme. Cremasco ajoute au débat qu'on ne peut faire de l'agriculture sans intégrer la question de l'alimentation. Il est nécessaire de créer des alliances entre tous les partenaires des chaînes de valeur.

La Wallonie doit viser que ces terres soient destinées à nourrir les femmes et les hommes et non les marchés.

---

13 Marc Tarabella, en tant que député européen, parle de ce qui se passe au niveau européen : principalement la négociation de la nouvelle PAC.

14 La Belgique participe à cet accaparement – <https://www.lalibre.be/actu/planete/aide-belge-a-l-accaparement-de-terres-51bf653fe4b0ac68e0f92c17>.

---

Pour le **cdH**, à travers l'expérience personnelle racontée par Mr. Bodson, il est nécessaire d'avoir une vision globale de l'agriculture. C'est-à-dire autant comprendre et accompagner les cédant·e·s que les repreneur·se·s. Il faut reconnaître la pression sociale<sup>15</sup> qui est exercée sur les fermier·ère·s qui engendre une difficulté psychologique à se lancer.

Il faut également simplifier les démarches administratives en lien avec la transmission.

Le cdH propose également d'imposer un état des lieux à l'entrée et à la sortie des terres. Un peu comme ce qui se fait déjà pour les habitations. Il ajoute la suppression du droit de préemption<sup>16</sup>.

En plus, Mr. Bodson préconise que les terres soient réellement destinées à leur usage de production de nourriture, de façon digne pour l'agriculteur·trice, mais aussi pour l'environnement.

### Les interventions du public

Suite aux explications des différents partis sur les thèmes présentés, l'audience a été invitée à poser ses questions. Il est intéressant de noter que c'est à partir de ces questions que des clivages politiques ont alors pu apparaître entre les différent·e·s représentant·e·s politiques.

La première question concernait **l'impact sur les terres agricoles de l'implantation de l'entreprise chinoise Alibaba**<sup>17</sup> près de Liège, et la position des partis par rapport à ce type de projet et ses répercussions.

Pour le **PS**, il ne faut pas oublier l'économie dans les calculs politiques et donc parfois il faut accepter de perdre des terres.

---

Pour **Ecolo**, elles/ils sont complètement contre. Comme cela a été exprimé, les terres agricoles doivent rester agricoles. Elles doivent servir à nourrir. De plus, l'argument économique ne tient pas selon Mme. Cremasco car les réelles retombées en termes de richesse vont se faire pour la Chine. C'est Alibaba qui va capter la majorité partie des bénéfices alors que les coûts resteront pour Liège.

---

15 Le métier d'agriculteur·trice·s n'est pas très valorisant socialement actuellement.

16 La plupart de ces recommandations se trouvent dans la réforme du bail à ferme : [https://www.wallonie.be/fr/actualites/la-reforme-du-bail-ferme-adoptee-par-le-gouvernement?fbclid=IwAR3-CcqjMsDpa0anW3U\\_oaEq5E8YX45hXljr0c3KcZoPoYtv1-Oz97PcAgQ](https://www.wallonie.be/fr/actualites/la-reforme-du-bail-ferme-adoptee-par-le-gouvernement?fbclid=IwAR3-CcqjMsDpa0anW3U_oaEq5E8YX45hXljr0c3KcZoPoYtv1-Oz97PcAgQ)

17 Cette entreprise a décidé de s'implanter sur Liège, au niveau de l'aéroport, afin de créer un hub européen pour ses livraisons : <https://www.rtl.be/info/regions/liege/le-geant-chinois-du-commerce-en-ligne-alibaba-s-implante-a-liege-des-milliers-d-emplois-crees-voici-les-profil-recherches-1082431.aspx>

Pour le **MR**, la position rejoint celle du PS : les calculs économiques doivent parfois prévaloir. De plus, il est nécessaire de défendre la position stratégique et logistique de Liège au sein de l'Europe. Il semble tout à fait correct de préférer les retombées économiques que de garder des terres.

---

Pour le **PTB**, il faut regarder à qui ce type d'investissement profite réellement. Pour le PTB, ce n'est pas à Liège. C'est surtout Alibaba qui va en profiter et capter la richesse créée. Mme. Renard exprime que ce type de situation n'est pas limitée au cas Alibaba. Il faut faire attention au pouvoir de certains très gros acteurs économiques comme Amazon, Alibaba et d'autres.

Les terres agricoles ont comme destination l'agriculture. On ne touche pas à cela, pour le PTB.

---

Pour le **cdH**, Mr. Bodson exprime qu'il est contre l'implantation d'Alibaba. Il rejoint ses collègues d'Ecolo et du PTB sur les arguments avancés : clarté du calcul économique en termes de retombées réelles pour Liège, et les terres agricoles doivent rester agricoles.

Cela rejoint un autre point important pour Mr. Bodson, l'amélioration des freins au processus de péri-urbanisation.

La seconde question concernait la **position des partis par rapport à l'innovation digitale dans l'agriculture.**

Pour le **PS**, l'évolution du monde vers la digitalisation de la société est un processus auquel on ne peut renoncer. Mais il faut avoir du recul par rapport à comment cette digitalisation se met en place. Il existe un risque que ce type d'innovation dans l'agriculture ne soutienne pas le développement d'une agriculture qui soit durable.

---

Pour le **MR**, il faut suivre les tendances technologiques. La digitalisation est un bien-fait. Mme. Nikolic a exprimé que les formations doivent aussi être orientées afin que les fermier·ère·s soient aussi formé·e·s à ce type de nouvelle technologie.

---

Pour **Ecolo**, la question ne devrait pas se situer sur l'avènement de ces nouvelles technologies mais plutôt de savoir ce qu'on fait pour préserver les savoirs actuels et les anciens. La paysannerie a beaucoup à enseigner sur l'agriculture, surtout si on désire qu'elle soit durable. Par conséquent, pour Mme. Cremasco, il vaut mieux mettre des efforts vers la transmissions des savoirs anciens et paysans que sur les nouvelles technologies.

---

Pour le **PTB**, il faut accepter le processus de transformation de la société par la digitalisation. Mais il faut être prudent et s’y former. En somme, il faut arriver à assurer une combinaison entre les savoirs anciens et paysans et les avancées provenant de la science et du progrès. Tout de même, il faut faire attention à qui possède ce progrès et ces technologies. Pour y répondre, il faut que la recherche scientifique publique devienne bien plus importante que ce qu’elle est actuellement.

---

Pour le **cdH**, il faut soutenir la recherche dans le digital. Mr. Bodson rejoint ses collègues qui expriment qu’il faut adapter les formations à cette réalité, et que le métier va évoluer. Il faut tout de même plus de transparence dans les dossiers qui servent les pouvoirs publics dans leur prise de décision. Cela peut permettre aux citoyen·ne·s d’être plus à l’aise ou en connaissance de cause des choix qui sont effectués.

La troisième et dernière question portait sur **la position des partis sur les accords de libre-échange, et en particulier sur le CETA**<sup>18</sup>.

Pour le **PS**, Marc Tarebella exprime être contre le traité.

---

Pour le **PTB**, elles/ils sont contre les traités de libre-échange. Cependant, il faut garder l’Europe, aussi, comme un marché. Plus précisément en ce qui concerne l’agriculture, celle-ci doit rester coordonnée au niveau européen. On a toujours besoin d’une PAC. Toutefois, cette dernière doit être revue.

---

Pour **Ecolo**, elles/ils sont, aussi, contre les traités de libre-échange. Elles/ils ne partagent pas la même vision sur l’Europe par rapport à la cohérence globale de l’agriculture. Ecolo se dit plus nuancé. Il faut de la cohérence mais il faut garder la possibilité aux régions de déterminer par elles-mêmes les types d’agriculture qu’elles veulent promouvoir et développer.

---

Pour le **cdH**, avant de parler des traités de libre-échange, Mr. Bodson a exprimé que la PAC devrait mettre tous ses efforts dans la promotion et le développement de l’agriculture biologique.

Il est beaucoup plus nuancé que ses collègues sur la question des traités. Il y a eu beaucoup de mauvaises informations qui ont circulé sur les traités et leurs conséquences. Mais il partage tout de

---

18 Il s’agit d’un traité commercial entre l’Union Européenne et le Canada.

même qu'il manquait de la transparence de la part des négociateur·trice·s. Par conséquent, le fait que la société civile s'empare de ce sujet fut très enrichissant. Cela a fait prendre conscience les politicien·ne·s que la population demandait plus de transparence et, actuellement, dans les négociations en cours, ce point semble avoir été pris en compte.

---

Pour le **MR**, au niveau de la PAC, il faut maintenir les budgets et prendre en compte des réalités différentes des régions et, donc, de leurs agricultures. Le MR pousse vers la promotion et le développement de l'agriculture raisonnée. La PAC devrait aussi mettre plus d'effort pour le renouvellement des générations d'agriculteur·trice·s.

En ce qui concerne le CETA, Mme. Nikolic rejoint l'observation de son collègue du cdH comme quoi il y a eu pas mal de désinformation autour du traité et de ses répercussions. Il faut évaluer les résultats. Actuellement, la balance des exportations est positive, par conséquent, en termes économiques, le CETA est un bon résultat pour la Belgique.